



Fonds International de Développement Agricole

**CHRONIQUE DE NOTRE VISITE DANS LA COMMUNAUTE D'IVANDRIKA
COMMUNE RURALE DE ZAZAFOTSY
DISTRICT D'IHOSY,
REGION IHOROMBE
AOUT 2009**

*Oelinjaka ANDRIATSIVALIANA
Nivo Tiana ANDRIANARIJAONA
Haja RASOLONDRAIBE
Georges RATSIMBAZAFY
Lydia RAMAHARAVO
Jean Freddy RAVONIHITRARIVO*

S'il y a des villages dans notre pays où le recul socio-économique est hors de commun ; celui du fokontany d'Ivandrika en est un. Ce fokontany qui n'abrite plus actuellement que 140 personnes dont 30 sont des migrants issus de diverses tribus (Bara, Antandroy, Antaisaka, Betsileo) fut habité par plus d'un millier dans les années 60.

Une fois arrivés au village, nous avons été émerveillés par la présence massive d'enfants à la tête desquels le vice-président du fokontany et son épouse. Quelques membres du fokonolona sont sortis de leur maison en voyant l'arrivée de notre équipe pour nous saluer et souhaiter la bienvenue. Tout d'un coup, avec un simple abord très frappant, ces gens là se sont exprimés dans leur langue maternelle, le Bara, pour transmettre leur joie et leurs salutations à l'occasion de ce premier contact. Nous, de l'autre côté, nous nous sommes exprimés aussi en Bara tant bien que mal pour répondre à leurs salutations. Et dans la foulée, nous avons résumé l'objet de notre visite, à savoir, effectuer une analyse de la pauvreté selon l'AMED dans la communauté d'Ivandrika.



Ivandrika se trouve au bord de la RN7, dans la commune rurale de Zazafotsy, à 25 km d'Ihosy, région Ihorombe.

Effectivement, l'examen cartographique du village effectué avec les habitants nous a beaucoup plu. Et nous avons eu hâte de tracer avec eux la cartographie du terroir. Des hommes et des garçons nous ont attendu malgré quelques uns qui se sont dispersés mais sont revenus petit à petit. Ils ont montré, à travers le croquis, la surface occupée par la riziculture et autres cultures aux alentours du village, néanmoins les zones de pâturages qui prédominent : à l'ouest se trouve « Sambalahy », au sud ouest « Chantier », au sud « Analamary », à l'est « Ambararata », au sud est « Mahasoia », au sud ouest de Mahasoia se situe « Tanambaon'i Leva », et au sud ouest de ce dernier « Nanarena ». Vraiment, la cartographie a attiré l'intérêt des uns et des autres dont surtout les jeunes. L'assistance a tenu à donner leurs idées si bien que c'est Gilbert, dit « Kômity » s'est chargé de dessiner la cartographie sur papier étalé à même le sol, faute de table approprié. Malgré, le croquis a été bien fait à la satisfaction de tout le monde.



Une insécurité alarmante qui prédomine

Parmi les centaines de maisons qu'on voyait à Ivandrika dans les années 60, il n'en reste plus qu'une vingtaine, 25 pour être plus précis. Le phénomène « dahalo » n'était pas étranger à cette débandade socio-économique hors de commun. Les gens ont dû quitter leur demeure à cause des attaques fréquentes et sans merci de ces bandits armés, sans parler d'autres facteurs négatifs qui ont contribué largement à cette « immigration généralisée » au bout d'un demi-siècle.

Le vice-président du fokontany, Hovalahy, devait expliquer le fait que la destruction totale du village est dû essentiellement à l'insécurité quasi-permanente sans qu'une solution idoine n'ait été apportée par les autorités successives qu'elles relèvent du gouvernement central ou de celles relevant des collectivités locales. « *Voyons un peu au Nord, juste au-delà de la route nationale N°7, l'ancien village y était construit auparavant. Rien n'y existe plus actuellement, comme s'il était ravagé complètement par un grave météore. Se trouvant dans l'impossibilité de vivre convenablement, les gens ont dû quitter ce village pour résider ailleurs. Moins d'une vingtaine de personnes se sont décidées à l'époque de fonder ce nouveau village où nous nous trouvons actuellement, non loin de l'ancienne demeure* », poursuit encore Hovalahy.

Toujours dans sa lancée historique, le président du fokontany devait souligner qu'auparavant, les habitants d'Ivandrika possédaient plus de 1.000 bovidés et cette richesse faisait à l'époque la renommée de ce petit village. Il devait aller de soi qu'avec ce patrimoine, les gens vivaient bien, leurs enfants pouvaient aller à l'école, d'autant qu'il y avait eu ici une EPP, sans parler leur possibilité de faire d'élevage ou d'agriculture, véritable source de revenus.

Figurant parmi les anciens résidents d'Ivandrika, Ranjara, dénommée « Lonaky » en sa qualité de leader traditionnel, s'assoit au bord de la RN7 mettant en vente de manioc dans une petite cuvette, nous a raconté, elle-aussi, les péripéties de l'historique du village d'Ivandrika : *« J'ai failli pleurer en me souvenant le passé glorieux de notre village avec toutes les infrastructures socio-économiques et autres qu'on avait pu utiliser à bon escient ici. Actuellement, ce n'est plus qu'un rêve. On ne voit que de ruines d'un bout à l'autre du village. Pas de marché, pas d'école, pas de centre de santé. Rien ! Sans aucun doute, ce denument total a eu inévitablement des impacts négatifs dans la vie communautaire et auxquels on a du mal à se redresser jusqu'à ce jour. A propos de zébus, qui constituaient jadis notre principale patrimoine, seuls trois ménages en possèdent actuellement »*. *« Quelle situation misérable qui fait pleurer », soupire Mme Ranjara, 70 ans, qui a eu du mal à cacher sa tristesse tout à fait bien comprise.*



Les « Kalôny » assurent la sécurité villageoise

Compte tenu de l'insécurité pérenne, la communauté d'Ivandrika a pris des décisions fermes pour instaurer une véritable nouvelle société où règnera autant que possible la sécurité. A cet effet, depuis 2007, les « kalôny » sont mis en place. Il s'agit d'hommes valides âgés de 18 à 50 ans, issus de la communauté même et dont le rôle consiste à veiller à la sécurité des villageois de manière à ce qu'ils puissent vaquer correctement à leurs activités quotidiennes, et partant gagner convenablement leur vie.

Pour Ralaisabotsy Vincent de Paul, un membre de « Kalôny » : *« Nous sommes 80 actuellement à accomplir nos tâches en tant que gardien de la paix au bénéfice de la communauté dans son ensemble. Répartis en 4 groupes de 20 personnes, le tour de permanence jour et nuit se renouvelle tous les trois jours »*.

Le statut des « kalôny » est très sévère dans le but de faire valoir la discipline. Toute personne qui se dérobe de son devoir civique doit payer un « dina » (une somme d'argent en guise de sanctions) d'Ar 5.000 par jour. Cette décision a été prise en commun par l'ensemble de la population.

A chaque tour de permanence, chaque membre du « Kalôny » est tenu à apporter individuellement sa propre provision. Et ce, pendant la durée des tâches de sécurisation communautaire. A part, les membres du « kalôny » n'oublient pas d'organiser une cotisation afin de subvenir à leurs dépenses imprévues, surtout à l'occasion d'une poursuite de « dahalo » les obligeant à aller plus loin en dehors de leur village.



Bien que les actions de sécurisation imposent aux uns et aux autres appartenant au « kalôny » un certain manquement aux activités quotidiennes, qui sont d'ailleurs sources de revenus, il n'en demeure pas moins qu'elles s'agissent d'un véritable civique et ne présentent de ce fait aucun désavantage puisque les biens sont plus que protégés contre les actes de banditisme, de jour comme de nuit. Grâce à la mise en place des « kalôny », le village d'Ivandrika vit actuellement dans une paix sociale exemplaire. Et c'est déjà un acquis précieux pour la communauté dans son ensemble.

Riziculture : une occupation principale de la population



Avec toute sa considération et sa valeur, le riz constitue la principale activité de la communauté, avec deux plantations par an : la première saison « vary aloha » (à partir du mois de juin jusqu'au mois d'août) et la deuxième saison « vary afara » (de décembre à mars). « *En général, un ménage produit entre 3 sacs de 50 kg à 10 charrettes* » affirme l'adjoint du chef fokontany. Des surfaces cultivables sont encore disponibles mais elles appartiennent aux lonaky qui en décident l'utilisation et la distribution pour les migrants, nouveaux venus. Et ce sont les habitants qui fixent l'extension du terrain à cultiver. La cession ne fait pas l'objet ni d'une vente ni d'un métayage. La procédure est plus que simplifiée puisque ce sont les « lonaky » qui décident de la manière avec laquelle on procède à ladite cession. Autrement dit, plus qu'une gratuité en l'occurrence.

La distribution des rizières est rationnée, par contre, c'est la capacité de chaque ménage à cultiver les tanety qui détermine leurs limitations. Quoi qu'il en soit, il en a assez de terrain et tout un chacun aura sa parcelle à mettre en valeur.

Témoignages pertinents de quelques familles aisées et moins nanties

DODO Charles dit Faralahy, 51 ans, explique : *« la terre est fertile et favorable à des diverses cultures : riz, manioc, patate douce, maïs. Nous enregistrons une baisse significative de la production. A preuve Si nous avions produit 3 tonnes auparavant, il n'en reste plus que 600 kg de production actuellement. Cette baisse explique notamment par le niveau du barrage qui ne cesse de s'abaisser et de ce fait n'arrive pas à irriguer convenablement les rizières ».*



RAKALADY, une mère divorcée de 40 ans, raconte : *« J'estime ma production annuelle rizicole à 1 charrette et 4 sacs puisque la plupart de mes rizières sont conditionnées par la périodicité des pluies. Toutefois, une partie est irriguée par les barrages ».* Sa production est à peine suffisante pour la consommation familiale *« je n'en vends qu'un daba seulement, soit 30 kg ».* Rakalady compte essentiellement sur l'entraide villageoise pour la plupart des travaux de ses terrains. Elle se lance également dans la vannerie et vend ses produits artisanaux à Ihosy ou à Ivandrika même pour ne pas se contenter seulement de l'agriculture. *« Cette activité complémentaire me permet d'acheter des poissons à Ihosy et revendre ici à Ivandrika comme si je m'adonne à un mini-agri-business dans l'intérêt de ma petite famille ».* Pour Ravaorisoa Marie Claudine, 23 ans, l'épouse de l'adjoint du chef fokontany, sa famille a produit environ 6 charrettes de paddy, et pour cette année 2009, elle réussit à récolter 10 charrettes suite à l'extension de la superficie cultivée. *En plus, nous avons pris l'initiative de louer des rizières afin d'augmenter autant que faire se peut la production. Nos productions nous suffisent pour toute l'année tout en pouvant revendre l'excédent Cette petite opération nous a permis de nous acquérir des bovidés dont 2 bœufs de trait en guise d'épargne matérielle ».*

En fait, la **famille Ravaorisoa** est plus aisée que les autres. Elle ne compte que trois enfants seulement dont l'aîné est âgé de 5 ans, scolarisé, le second a 3 ans et le dernier un bébé de 1 an et demi. Un espacement qui s'explique sans aucun doute la situation socio-économique plus avancée de ladite famille. Cette dernière tient également une épicerie dans la salle attenante à celle où elle habite. On y voit notamment un lit et une table où s'expose les diverses marchandises et les tas de tomates à même le sol sur une natte. Dans un souci bien compris d'augmenter ses revenus, cette famille se lance également dans la collecte du riz et du charbon. *« Durant la période de récolte, nous achetons à 5000 Ariary le daba à Ivandrika pour le revendre à 7000 ou 8000 Ar à Ihosy. En période de soudure, ces bénéfices sont encore plus appréciables. Il en est de même pour le charbon. Un sac s'achète à 5.000 Ar pour être revendu à 10 000 ou 12 000 Ar à Ihosy.*

Quelle aubaine ! En revanche, nous achetons dans cette localité du riz pour le revendre dans notre village». En guise de dérivés de production, la même famille possède 3 charrues, 2 herses et une charrette, en plus des bœufs de traits ci-dessus évoqués.

Velomana, divorcé et père de 7 enfants, 55 ans, témoigne : *« Je possède une grande superficie de rizières mais seulement je ne dispose pas des moyens financiers et matériels nécessaires pour les exploiter convenablement. Par conséquent, je cède une grande partie de mes rizières pour une location de 50 000 Ariary par an. J'estime ma production rizicole à une charrette, réservée à la consommation familiale. Comme stratégie d'amélioration de revenu, je fais recours aussi à la production de charbon et j'en produis un sac par semaine en le vendant à 5000 Ariary ici à Ivandrika ».*

Les entretiens que nous avons eus avec les villageois d'Ivandrika nous ont permis également de connaître que la production rizicole couvre seulement une période de 3 à 6 mois de consommation. Heureusement que la saison dans cette partie de la région d'Ihorombe est favorable et permet à 2 plantations successives de riz par an.

Toutefois, nombreux sont les terrains qui restent et demeurent non-exploités à cause de la non-maîtrise de l'eau et la faible utilisation des équipements agricoles. La communauté dispose de deux barrages : l'un à Ivandrika I, construit par la population et l'autre à Ivandrika II, financé par PSDR. Le premier est opérationnel mais vu son niveau, il ne peut pas irriguer qu'une surface assez limitée. Tandis que le deuxième ne peut pas fonctionner parce qu'il est abîmé suite aux intempéries successives.

L'agriculture mise à part, les villageois font également de l'élevage mais ils sont encore rares. Ces derniers se lancent dans l'élevage de volailles, de zébus et de porcs. Une quantité qui laisse d'ailleurs à désirer pour cette activité. *« La communauté ne dispose que deux bœufs de trait pour assurer les travaux de champ, les villageois se relayent pour leur usage selon un calendrier cultural pré-établi », affirme GILBERT.*

L'élevage de volailles vient en seconde position. Chaque ménage en possède deux à quatre volailles en moyenne. Un petit élevage qui contribue à compléter les revenus ménagers s'il le faut en cours de mois. D'autant plus, que les gens, compte tenu de leur faible revenu, n'ont pas la possibilité d'en acheter plus malgré leur souhait à avoir des dizaines, même plus. Rahovarisoa Marie Claudine, qui jouit d'une situation socio-économique plus aisée que les autres, affirme qu'elle possède une soixantaine de volailles et entend les mettre en vente après son accouchement. Et ce, pour la bonne raison qu'elle ne pourrait pas travailler durant un mois au moins à cette occasion.

Par ailleurs, l'élevage de porcs est tabou dans le village d'Ivandrika. Velomana, un migrant, en a vécu une mauvaise expérience, et l'a raconté avec un air triste en ces termes : *« j'ai pratiqué l'élevage de 2 porcs en 1998. J'ai ignoré que c'est interdit et d'ailleurs personne ne m'en a pas informé. Quelqu'un les a tués. Pourtant, j'ai misé beaucoup sur cette activité pour me débarrasser de cette misère ».* *« Cette interdiction tend de plus en plus à s'amenuiser, on pratique alors l'élevage porcin au village appelé « Chantier », non loin d'ici »* a reconnu Ragea Michel.

Dans un autre domaine socio-économique, l'artisanat constitue également une source génératrice de revenus mais il n'est exercé jusqu'ici que par les femmes à Ivandrika. La confection des nattes et des paniers est la plus prisée de la gente féminine pour son gagne-pain et aussi pour améliorer les revenus familiaux par les temps qui courent. Quant à elles, Rakalady et Vagnosoa, mères de famille et toutes deux divorcées, affirment que *« La vannerie leur procure de l'argent et leur fait vivre plus aisément que d'ordinaire.*

Cela est compréhensible dans la mesure où elles n'ont pas de maris pour servir de pilier familial. Les produits artisanaux sont écoulés dans le village même et aussi à Ihosy à raison de Ar 2.000 à 4.000 en fonction de la dimension de la natte, par exemple.



Education : quatre ans sans aucun examen

Malgré le souhait des parents d'envoyer leurs progénitures à l'école, ils rencontrent trop d'obstacles à leurs légitimes aspirations. A savoir, entre autres, l'éloignement de l'établissement scolaire, s'il en existe, ou encore, s'il a une école, on n'y trouve que deux niveaux seulement dans une même salle de classe : T1 et T2. Ceci constitue sans conteste un phénomène déplorable pour les tout-petits. Le nombre excessif des enfants non scolarisés que nous avons rencontré lors de notre visite à Ivandrika n'est pas étranger à cette triste réalité. Voilà pourquoi, bon nombre de parents dénoncent à juste titre cette situation éducative qui réclame une réparation sans délai.

Dodo Michel, un des leaders villageois et non moins parent d'élève s'exprime en ces termes : *« J'ai sacrifié volontiers ma maison pour servir d'école dans l'intérêt des enfants scolarisables qui n'ont pas pu trouver d'établissement scolaire depuis des années et des années dans notre village. Comment accepter le fait qu'il n'existe que deux niveaux T1 et T2 seulement dans une même salle. D'autre part, nous avons une institutrice résidant à Ihosy mais on ne la voit que très rarement. Ce qui entraîne la fermeture intolérable de l'école obligeant de facto les élèves au vagabondage. A preuve. Durant la précédente année scolaire, l'institutrice s'est absentée pendant trois mois alors que précédemment, les enfants étaient bloqués chez eux faute de cours. Bref, tout cela régit le fait que l'éducation réclame ici une nouvelle refonte dans l'intérêt de la communauté villageoise. Ici le problème d'éducation réside dans bien de domaines : l'enseignante n'est pas sérieuse alors que ce sont les parents qui la paie avec la cotisation d'environ 600 kg de riz par an et Ar 40.000 de salaire par mois. Et que durant quatre ans, les élèves n'ont pas pu affronter aucun examen de passage. Ils ont du rester, par conséquent, dans le même niveau, à savoir, T1 ou T2. Dernièrement, l'école ne comptait au grand maximum qu'une dizaine d'élèves pour la simple raison que les parents en ont marre de la fréquente absence de l'enseignante, tout en recevant malgré tout son salaire mensuel et le » daba » de paddy. D'où le surnom « Madama Daba » ou « Ramose Daba ». Ce qui est d'ailleurs commun à tous les enseignants payés par l'Association des parents d'élèves d'un bout à l'autre du pays .Moi personnellement, qui a trois enfants scolarisés dans ce pauvre établissement, j'ai déjà payé 70.000 Ariary en guise de cotisation annuelle.*

Il s'agit de l'argent jeté sur la fenêtre parce que les cours n'ont pas eu lieu convenablement malgré cette contribution conséquente ».



Faute d'infrastructure scolaire à Ivandrika, les parents ont le choix : ou ils n'envoient pas leurs enfants à l'école ou ils peuvent le faire mais à Ankazobetroka ou à Zazafotsy, dont la distance par rapport à Ivandrika demande plus d'une heure et demi de marche sans parler le frais de transport Ar 4.000, aller et retour pour ceux d'entre eux qui ont de l'argent. Mais, il faut le reconnaître, cette solution relève de l'impossible, dans la mesure où la grande majorité se débat dans des difficultés énormes pour trouver de quoi mettre sous la dent chaque jour que le Bon Dieu fait. Pour remédier tant bien que mal à cette situation éducative déplorable, la communauté d'Ivandrika a cotisé pour construire une nouvelle école primaire et dont le fondement a été réalisé. Mais faute de liquidité disponible, la construction a dû s'arrêter en attendant un financement ou un nouvel apport en provenance des bonnes volontés. L'ardente aspiration des villageois d'Ivandrika ne sera autre que de demander aux autorités compétentes d'affecter là-bas des enseignants permanents pouvant s'occuper de l'enseignement primaire (T1 à T5) parce qu'ils en ont assez de cette situation qui a trop duré dans leurs désavantages. Ils souhaitent également une aide appropriée, ne serait-ce que pour activer la construction d'une école primaire publique pouvant répondre à leurs aspirations et celles de leurs progénitures.

Quid du mariage précoce et consanguin ?

Dans la tradition ancestrale Bara, on reconnaît le mariage consanguin, contracté entre deux familles proches, plus précisément entre cousin et cousine de deux frères ou d'un frère et d'une sœur. Mais cela requiert des rites fortement ancrés dans le but d'exorciser le mauvais sort. A condition, que ce procédé soit préalablement accepté par les « lonaky » (chef coutumier) afin qu'il soit validé.

Des fois, toujours à propos du mariage, c'est la communauté, elle-même, qui contracte ce genre de mariage pour des raisons diverses. Dans ce cas, il est fréquent de rencontrer une fille de très bas âge volée en noces avec un jeune garçon, qui n'est autre que son cousin.

Par exemple, Tavaza qui s'est mariée pour la première fois à 11 ans seulement, avec un homme de Sahalalina et pour la seconde fois avec un autre homme originaire d'Ambondrombe à l'âge de 14 ans.

« Mes parents qui sont divorcés m'ont obligé à marier avec mon cousin en 2003. Bien que ce ne fût pas ma volonté, j'étais obligée de s'y soumettre parce que je ne fréquentais plus l'école à cette époque et aussi, mes parents voulaient me débarrasser, ne serait-ce que pour réduire le nombre de bouches à nourrir. Avec le premier mariage, j'ai eu un enfant, actuellement, âgé de 5 ans. Ce mariage n'a pas duré assez longtemps et j'ai dû me remarier avec une autre personne qui ne fait pas partie de la famille comme le premier. J'ai également un enfant de 7 mois avec ce dernier, et nous nous entendons bien. Je souhaite que ça va durer puisque je veux mettre au monde une dizaine de progénitures ».

En guise de dote, les parents ont droit à un zébu sans quoi la fille ne quittera jamais la maison parentale. Même s'il s'agit d'un mariage forcé avec un proche, le prétendant au mariage doit toujours offrir un zébu. En cas de « Ala faditra » (littéralement exorciser le mauvais sort), il y a obligatoirement un abattage de zébu suivi d'un rite visant avoir la bénédiction ancestrale. Contrairement au mariage traditionnel, le divorce ne prévoit pas des rites similaires. Il suffit tout simplement aux époux de se séparer sèchement. S'ils possèdent de biens distincts au cours de leur union, la part de la femme dépend de la bonne volonté de l'époux. Si les divorcés ont des enfants, le garçon reste pour l'époux et la fille part avec sa mère. Malgré le divorce, les relations de voisinage entre les divorcés restent les mêmes dans leur communauté. Il va de soi que l'homme est tenu à verser périodiquement la pension alimentaire à son ex-épouse.

Toujours à propos du mariage traditionnel Bara, il y a une autre pratique familiale dite « Misary », qui consiste à autoriser une femme mariée à revenir chez ses parents pour y passer 3 semaines à 4 mois de « vacances » et revenir après cette période de « séparation volontaire et temporaire ».

C'est le cas de Tavaza, une adolescente de 16 ans, qui s'est déjà mariée, il y a 5 ans, et revient chaque année à Ivandrika pour visiter sa mère. *« J'ai déjà tout préparé quelques semaines avant mon départ de mon foyer à Ambondrombe et venir ici à Ivandrika pour tresser des nattes ou autres occupations pouvant aider ma mère. Au bout de trois semaines, mon mari viendra me prendre ici et nous irons ensemble rentrer à Ambondrombe pour rejoindre notre foyer conjugal. Il se peut que ma mère vienne chez nous à Ambondrombe pour faire de « misary » au cas où je n'ai pas la possibilité de venir ici à Ivandrika pour diverses raisons ».* Le « lonaky », gardien de la tradition ancestrale



Ivandrika vit dans une société où les institutions et les valeurs traditionnelles dictent la vie. Les lonaky détiennent les pouvoirs traditionnels. Ils sont les plus respectés et écoutés en leur qualité de chef coutumier habilités à garder jalousement la tradition ancestrale de la communauté. Toutes les grandes décisions sur la vie de la communauté doivent obtenir leur aval. Ce pouvoir cohabite bien avec ceux des autorités administratives, représentées par l'adjoint du chef fokontany. A Ivandrika, les lonaky sont au nombre 3 : dont deux femmes et un homme.

C'est le plus âgé d'entre eux qui se trouve au sommet de ces pouvoirs traditionnels : il s'agit de TSARA dit Ranjara, elle, qui est la plus âgée, à peine 90 ans, prend toutes les décisions afférentes à sa qualité tout en assumant les responsabilités qui en découlent. Il y a aussi une autre femme dénommée Tezama. En l'absence de ces deux premiers, c'est le troisième « Lonaky » DODO Charles qui prennent à leur place les décisions nécessaires dans la communauté. Il habite dans le « Trano Hazomanga », lieu sacré et réservé pour que les « lonaky » s'adressent aux ancêtres pour leur demander des bénédictions.

L'entraide, sous le garant des « lonaky », constitue une des atouts de cette communauté. Cette vertu est toujours omniprésente dans la vie communautaire que ce soit dans les travaux agricoles quotidiens ou à l'occasion des obligations sociales comme l'exhumation, la circoncision, le mariage ou encore en cas de décès d'un membre de la communauté.

Le genre dans la société Bara

La tradition Bara veut que ce soit l'homme qui gère tout dans le foyer conjugal. A cet effet, l'épouse n'a pas le droit de garder en elle une somme d'argent que l'homme a fait entrer chez eux. Pour mieux illustrer cette tradition, si la femme n'exerce pas une activité génératrice de revenus, elle endurera certainement des difficultés pécuniaires. Dans ce cas précis, elle sera obligée d'en demander à son époux. Mais cette dernière approche entraîne souvent de problème dans le foyer conjugal. Pour éviter donc ce problème, les deux parties gardent et gèrent séparément leur argent.

Toujours à propos du genre, il y a encore une autre pratique qui accorde une priorité à l'homme lors du repas. Ainsi, l'épouse devrait attendre patiemment que son mari termine définitivement son repas avant qu'elle puisse, à son tour, débiter la consommation. Une manière de faire valoir, traditionnellement s'entend, le poids du genre masculin dans la vie conjugale.

Concernant l'héritage parentale, la fille en âge de marier a droit à en avoir mais elle laisse chez ses parents sa part pour y attendre le jour où elle aurait de problème de relation conjugale. Et ce sera, à ce moment là qu'elle jouira de la propriété exclusive de sa part d'héritage et l'utilisera à bon escient comme bon lui semble. De leur côté, ses parents ou ses frères peuvent l'utiliser entre-temps.

En matière de scolarisation, la majorité des filles abandonnent l'école très précocement, contrairement aux garçons qui continuent l'éducation jusqu'à un niveau assez appréciable en fonction de la faculté de ses parents d'assurer les frais scolaires. Ceci s'explique par le fait que la fille est souvent poussée par l'amour du mariage précoce et non moins forcé. Et elle doit quitter le foyer parental dans ce cas précis et accompagner son époux là où ce dernier élira domicile.

Mandinia, 16 ans est catégorique dans ce genre de mariage forcé. Allongée sur la natte au bord du réchaud à la cuisine, très mal appoint avec de mauvaise humeur à cause de la grossesse, elle nous a raconté la genèse de son calvaire en ces termes. « *J'ai dû quitter l'école malgré moi pour aller me marier avec mon cousin. Mes parents sont divorcés. J'ai décidé de suivre ma mère lors de la séparation de corps et mon père a déjà remarié une autre femme.* »

Ce fut en 2008 que mon père m'a appelé à venir habiter avec lui et c'est là qu'il m'a forcé de marier avec son neveu. Il va de soi que ce ne fut pas ma volonté parce que j'ai voulu encore continuer mes études mais mon père m'a forcé malgré tout à délaisser définitivement mes études.



Des aspirations légitimes pour terminer !

Dans tous les points de vue, la population d'Ivandrika possède malgré tout des ressources naturelles largement exploitables mis ce sont les moyens qui leur manque cruellement. Ce fokontany dispose de vastes terrains exploitables pouvant offrir plus de production agricole. Poussés par un souhait de se développer au mieux, cette même communauté n'attend qu'une aide substantielle mais suffisante pour faire face à ses besoins socio-économiques.

Le barrage pouvant irriguer 50 ha de rizières de plus devrait être réhabilité. Il en est de même pour la construction d'une borne-fontaine pour avoir de l'eau potable, la construction de l'école pour promouvoir l'éducation des enfants, la mise en place d'un centre de santé de base, etc. Ce sont autant de facteurs socio-économiques qui font partie des aspirations de la communauté d'Ivandrika pour activer le processus de développement. Malgré leur bonne volonté de s'en sortir, ces villageois ne savent pas sur quel pied danser à cause de plusieurs obstacles dont le manque d'argent et de matériels appropriés à leur développement tous azimuts.

Dans le domaine de nutrition, l'insuffisance alimentaire ne frappe pas encore la communauté d'Ivandrika puisqu'à l'exception de l'agriculture, elle fait d'autres cultures vivrières. Malgré cela, elle ne mange que deux fois par jour. Même les moins nantis arrivent à prendre leur repas quitte à en acheter s'il le faut pour la simple raison que leur production ne peut pas durer pendant toute l'année.

Il est grand temps que des efforts de redressement socio-économique soient mis en branle pour redonner à ce fokontany sa lettre de noblesse d'antan, pour ne parler seulement que ses potentialités bovines et naturelles.



Pour terminer, nous tenons à remercier ici l'adjoint du chef de fokontany d'Ivandrika ainsi que toute la communauté pour leur accueil chaleureux ainsi que pour le temps qu'ils nous ont consacré durant trois jours, au cours de la réalisation de notre analyse sur les réalités vécues par les populations rurales dans cette partie de la région d'Ihorombe.



Construire un monde libéré de la pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est une institution spécialisée des Nations Unies qui a pour mission d'éliminer la pauvreté et la faim dans les pays en développement. Moyennant des prêts à faible taux d'intérêt et des dons, le Fonds élabore et finance des projets et des programmes qui aident les ruraux pauvres à se libérer de la pauvreté.

Depuis ses débuts, en 1978, le FIDA a investi 8,7 milliards de dollars dans 690 projets et programmes de développement rural, dans 115 pays et territoires du monde entier. Ces projets ont permis à plus de 250 millions de petits exploitants, éleveurs, pêcheurs, travailleurs sans terre, artisans et groupes autochtones d'agir pour améliorer leur vie et celle de leurs familles.

Le FIDA travaille avec les populations rurales pauvres, les gouvernements, les donateurs, les organisations non gouvernementales et bien d'autres partenaires pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. Dans sa lutte contre la pauvreté, il joue le rôle non seulement de prêteur, mais aussi de défenseur des ruraux pauvres.

L'une des priorités du FIDA consiste à aider les ruraux pauvres à développer et à renforcer leurs propres organisations pour leur permettre de défendre leurs propres intérêts et d'éliminer les obstacles qui empêchent tant d'entre eux, surtout les femmes, d'améliorer leur sort. Grâce à cette approche, le FIDA leur donne ainsi la possibilité de façonner et diriger leur destinée.

Fonds International de Développement Agricole
Via Paolo di Dono, 44 – 00142 Rome, Italie
Tel : +39-0654591 – Fax : +39 0650 43 463 – Email : ifad@ifad.org
www.ifad.org
<http://www.ruralpovertyportal.org/french/regions/africa/mdg/index.htm>